Belgeo

Revue belge de géographie

1 | 2014

**From urban renewal to metropolitan strategies ?
Cultural flagship projects in restructuring industrial
areas**

La régénération d'un territoire en crise par la culture : une idéologie mise à l'épreuve

L'exemple de l'antenne de l'Institut du Monde Arabe à Tourcoing

*Culture-led regeneration: an ideology to test. The case of the branch of the
Institute of the Arab World in Tourcoing*

Mickael Grelet et Elsa Vivant

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/12803>

DOI : 10.4000/belgeo.12803

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Mickael Grelet et Elsa Vivant, « La régénération d'un territoire en crise par la culture : une idéologie mise à l'épreuve », *Belgeo* [En ligne], 1 | 2014, mis en ligne le 15 décembre 2014, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/12803> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.12803>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La régénération d'un territoire en crise par la culture : une idéologie mise à l'épreuve

L'exemple de l'antenne de l'Institut du Monde Arabe à Tourcoing

Culture-led regeneration: an ideology to test. The case of the branch of the Institute of the Arab World in Tourcoing

Mickael Grelet et Elsa Vivant

- 1 L'ouverture d'une antenne de l'Institut du Monde Arabe (IMA) à Tourcoing semble, à première vue, reprendre des schémas déjà éprouvés d'instrumentalisation d'équipements culturels dans des projets urbains : une antenne d'un établissement parisien prestigieux, au cœur d'une opération urbaine d'envergure visant à transformer une friche industrielle en éco-quartier créatif, à cheval sur trois communes parmi les plus pauvres d'une grande métropole française (Lille), qui a déjà expérimenté avec succès la mobilisation de la culture dans son projet de développement avec l'organisation de la Capitale Européenne de la Culture en 2004. Enfin, il est porté et financé par la Région Nord-Pas de Calais, instigatrice de la venue du Louvre à Lens.
- 2 L'enquête menée auprès des différents acteurs locaux concernés par ce projet¹ et le traitement des archives publiques révèlent que ce projet est porteur d'enjeux d'une toute autre nature. Cette antenne se comprend d'abord comme un élément d'affirmation de la Région Nord-Pas de Calais qui, par une politique de grands projets (notamment culturels), cherche à (ré)établir son importance politique et économique ainsi qu'à rééquilibrer le développement de son territoire face à une métropole lilloise perçue comme hégémonique. Localement, cet équipement traduit et concrétise un projet préexistant de valorisation des mémoires ouvrières et immigrées. Lieu d'exposition et de formation aux cultures et langues arabes, l'IMA se veut à la fois un espace de reconnaissance de la diversité culturelle et un instrument de la diplomatie internationale de la Région. L'article mettra en perspective les enjeux du projet avec ses réalités opérationnelles et ses

effets territoriaux. Cet exemple met en lumière les limites de ces pratiques d'instrumentalisation de la culture dans les projets urbains. Au-delà d'un simple cas d'étude, cet article interroge les pratiques de production urbaine et leurs idéologies.

Une antenne prestigieuse au service d'intérêts politiques locaux

Du projet personnel au projet régional

- 3 Les premiers pas de l'IMA dans la région Nord-Pas de Calais datent de 2007. Valenciennes, première Capitale Régionale de la Culture (cf. *infra*) accueille l'exposition itinérante *Pharaon* de l'IMA au musée des Beaux-Arts. Deux ans plus tard, c'est la seconde Capitale Régionale de la Culture, Arras, qui abrite pendant quelques mois l'exposition *Bonaparte et l'Égypte* à l'abbaye de Saint-Vaast. Ces événements sont l'occasion pour le président du Conseil Régional et le président de l'IMA de faire connaissance et, par la suite, de faire avancer l'idée soutenue par le premier, d'accueillir une antenne décentralisée de ce prestigieux équipement, dans la lignée du Louvre à Lens. En octobre 2009, un accord de principe entre la Région et l'IMA est annoncé. Il prévoit l'installation d'une antenne à Roubaix au sein de la Condition Publique, équipement culturel dont la Région est un des financeurs. Quelques mois plus tard, le projet d'implantation déménage à l'Union, projet urbain de reconversion d'un ancien site industriel entre les villes de Roubaix, Tourcoing et Wattrelos (cf. plan de localisation de l'Union ci-après). Dans un premier temps, le projet consiste à installer un chapiteau de 1250 m², la *Médina*, inutilisé depuis 2003 et acheté par la Région à l'IMA (Région Nord-Pas de Calais, 2010). Cette option est rapidement abandonnée et la *Médina*, inutilisée, était toujours stockée dans un hangar de l'aéroport local en 2013. Il lui est préféré une solution en dur, dans une ancienne usine textile en cours de réhabilitation. L'inauguration, prévue pour la fin de l'année 2011, aura finalement lieu le mercredi 21 novembre 2012. Au regard de ce rapide historique, ce projet d'antenne régionale de l'IMA apparaît d'abord comme une initiative personnelle du président du Conseil Régional, et est ressenti comme tel par l'ensemble des personnes enquêtées.
- 4 Même si ce projet relève dans un premier temps d'une volonté personnelle, il s'inscrit dans la politique culturelle régionale d'inspiration urbaine que mène la région Nord-Pas de Calais. La Région a défini son programme institutionnel autour de trois objectifs majeurs : le développement équilibré et équitable des territoires infra-régionaux, le rayonnement et l'attractivité régionale et enfin la démocratisation de l'accès à la culture (Région Nord-Pas de Calais, 2011). Outre l'accompagnement et le soutien à la diffusion artistique, la valorisation du patrimoine ou encore le développement de coopérations décentralisées, ce programme institutionnel se traduit par la mise en place de grands projets d'initiative régionale. Par exemple, suite à l'enthousiasme soulevé par l'événement lillois en 2004, la Région adapte le dispositif des Capitales Européennes de la Culture à l'échelle locale en désignant, tous les deux ans, une ville de la région Capitale Régionale de la Culture. L'installation du Louvre à Lens, au cœur du bassin minier, fait suite à une très forte mobilisation du président du Conseil Régional pour accueillir cette institution prestigieuse dans l'espoir que la réputation et le prestige associés à ce musée serviront de moteur à un redéveloppement économique et urbain. À l'instar de certaines villes (Gravari-Barbas, 2013 ; Lusso 2009), les grands projets culturels régionaux sont mis

au service du rayonnement et de l'attractivité de l'ensemble du territoire régional. Dit autrement, la politique culturelle régionale s'inspire de celles des villes, tant dans la forme (création d'équipements de consommation culturelle, organisation de manifestations, mobilisation de label et logique de marque territoriale), que dans les objectifs poursuivis.

Après 2004 la Région se pose sur les mêmes registres que la métropole. [...] elle lance l'idée des Capitales Régionales de la Culture, en s'inspirant très fortement de Lille 2004. Elle finit par se placer dans le sillage de la métropole, elle ne trouve pas une place réellement originale. Elle intervient aussi avec cette histoire qui est curieuse, le Louvre-Lens. Assez curieuse, parce qu'elle copie aussi la façon dont les communes de la communauté ont pensé que la culture pouvait être un élément catalyseur de leur régénération urbaine. (Entretien. Directeur d'étude à l'Agence d'Urbanisme et de Développement de Lille Métropole, 12/10/2102).

- 5 Cette politique culturelle est un des instruments de la politique régionale d'aménagement du territoire, qui consiste à encourager la mise en œuvre d'une région polycentrique de pôles urbains complémentaires. Par exemple, la participation de la Région au financement de la Capitale Européenne de la Culture Lille 2004 était conditionnée par le déploiement de l'événement sur l'ensemble du territoire régional, qui s'est traduit par la création de deux maisons folies à Maubeuge et Arras. D'autres projets (Louvre-Lens, FRAC à Dunkerque, Capitale Régionale de la Culture, etc.) ont notamment pour objectifs de soutenir le développement des territoires localisés hors de la métropole lilloise. Il s'agit pour la Région de rééquilibrer le développement de son territoire et de contrebalancer le poids de la métropole lilloise tout en affirmant son importance politique².

Il s'agit de moduler la faible attractivité [de certains secteurs régionaux] grâce à la poursuite du rééquilibrage des équipements culturels et des aménités naturelles en cours, amenant ainsi une vraie multipolarité et complémentarité des différents bassins d'emploi de la région (Source : Région Nord-Pas de Calais, 2013).

- 6 Cette stratégie s'inscrit, par ailleurs, dans un contexte de forte rivalité personnelle entre le président du Conseil Régional et la Maire de Lille, dont les relations, déjà tendues, se sont dégradées suite à la mise sous tutelle de la fédération du Parti Socialiste du Pas de Calais (anciennement dirigée par le premier) par la seconde. Enfin, la création de l'antenne de l'IMA est aussi perçue, du moins au début, comme un outil de politique de coopération décentralisée et de développement économique en direction des pays arabes.

Le prestige de l'antenne de l'IMA au service de la valorisation de la diversité culturelle

- 7 Même si les Villes de Roubaix et Tourcoing n'ont pas été impliquées dans la décision de créer l'antenne de l'IMA sur leur territoire, elles s'approprient rapidement le projet et le pensent comme un équipement apte à favoriser le « vivre ensemble ». Ces communes sont des territoires de tradition migrante, où les enjeux de cohésion sociale sont très forts. L'urbanisation et la croissance démographique très rapides de ces communes aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles sont essentiellement liées à l'essor d'une puissante industrie textile qui avait recouru à une main-d'œuvre immigrée. Les villes ont accueilli successivement des populations venues de Belgique, puis d'Europe de l'Est, du Portugal et enfin du Maghreb. Ces migrations successives sont la source de la richesse culturelle de ces villes ; mais cette diversité est aussi perçue comme un enjeu pour les municipalités (Alienei, 2007 ; David *et al.*, 2006). Pour contribuer à la reconnaissance de cette histoire collective, et pour traiter

la question du soupçon, réel ou fantasmé, du repli identitaire des populations arabo-musulmanes, la Ville de Roubaix cherche depuis plus d'une décennie à créer des équipements ou des manifestations culturelles pouvant favoriser le « vivre ensemble » et la création d'une mémoire collective. À chaque fois, ces projets ont tourné court en raison de blocages multiples. En 1995, le festival *Transculturelles* est pensé par la municipalité comme une première reconnaissance des richesses multiculturelles de Roubaix. Mais au début des années 2000, le festival est l'objet de nombreuses critiques (public non roubaisien, programmation jugée élitiste, coût) qui conduiront à son annulation en 2003. Dans un autre registre, différents projets de création de lieux dédiés à l'expression des cultures et mémoires immigrées et ouvrières émergent, comme la Maison des cultures du monde ou le Centre de ressources et de mémoire sur l'immigration. Tous deux seront abandonnés faute de portage politique des municipalités. À défaut de créer un équipement *ad hoc*, la municipalité de Roubaix soutient à partir de 2007 l'association Centre Culturel du Monde Arabe (CCMA) qui propose des cours de langue arabe dans un cadre laïc et des actions d'animation culturelle (ateliers de danse traditionnelle, calligraphie, musique, etc.). Il s'agit pour la Ville d'encourager la professionnalisation de l'association en vue de son développement futur en centre de langue et civilisation arabe, avec pour modèle l'IMA.

L'objectif est d'en faire un centre de langues et de civilisations arabes reconnu, au même titre que l'Institut du Monde Arabe. Ce serait un centre unique en région [...]. Un centre résolument contemporain, ouvert sur tous les publics. Et pas seulement roubaisien. L'ambition est en effet qu'il rayonne depuis Roubaix sur tout le Nord-Pas de Calais. Mais pour cela, il faudra que le centre trouve de nouveaux partenaires (Déclaration publique de l'adjoint à la culture de Roubaix, cité par Boulet (2009)).

- 8 Hasard de calendrier, alors que cette ambition est officialisée par une délibération du Conseil Municipal le 15 octobre 2009 (Ville de Roubaix, 2009), la Région annonce quelques jours plus tard l'installation à Roubaix de la *Médina* (Deffrennes, 2009). Cette annonce, sans concertation préalable avec les élus locaux, est accueillie avec réserve par la municipalité qui souhaite associer le Centre Culturel du Monde Arabe à l'élaboration du projet. Toutefois, au fur et à mesure que l'antenne se concrétise, l'intérêt des élus locaux pour le projet du CCMA s'estompe. À ce jour, le projet de développement du CCMA en centre de langue et de civilisation arabe semble définitivement abandonné. Le vœu du maire d'associer le CCMA au projet d'implantation de l'IMA est resté lettre morte. Les démarches de l'association roubaisienne pour nouer un partenariat avec le grand frère parisien ne se sont pas concrétisées, alors que les deux structures poursuivent *a priori* les mêmes objectifs et proposent des activités similaires. Comme l'évoque un journaliste en mai 2013 : « [L'IMA] n'a pas mangé le petit, mais il occulte le bon travail du CCMA qui compléterait efficacement le sien » (Lemery, 2013). Malgré leur réserve initiale, les élus de Roubaix et Tourcoing se sont convertis au projet d'antenne de l'IMA, constatant les faiblesses structurelles du CCMA et des autres projets mémoriels, le financement assumé par la Région, et le prestige de l'institution parisienne laïque. Le caractère flou du projet culturel de l'antenne concourt à cette conversion. Les municipalités pensent ce projet comme un lieu de valorisation culturelle et d'échanges sur le monde arabe. Ainsi l'antenne de l'IMA satisfait, à moindre coût, leur désir de créer un lieu culturel favorisant la cohésion sociale et la valorisation de la diversité culturelle, quitte à renier le projet local qui était proche d'aboutir.

L'IMA, au secours du projet urbain de l'Union ?

- 9 L'implantation de l'antenne régionale de l'IMA au cœur du projet urbain de l'Union contribuerait aussi, pour les décideurs locaux, à l'attractivité de l'opération d'aménagement. Ces discours optimistes renvoient directement aux expériences pionnières de régénération urbaine par la culture (dont Lille est un des représentants français) où l'action culturelle est pensée comme un moteur du renouvellement urbain et de l'attractivité des territoires.

La culture : instrument de la métropolisation lilloise

- 10 Ancien bastion industriel, l'agglomération lilloise est frappée par un déclin industriel continu depuis la fin des trente glorieuses, avec pour effets une intense dégradation économique, sociale (chômage de masse), urbaine (déqualification, friches) et environnementale (pollution). Pour y faire face, les élus de l'agglomération, sous l'impulsion du Comité Grand Lille (coalition d'acteurs des mondes économiques, universitaires, politiques et associatifs locaux), déploient, depuis les années 90, un cadre d'action commun : la métropolisation de Lille³ (Stevens, 2004 ; Paris *et al.*, 2008). Ils partagent un principe conventionnel selon lequel la culture et l'organisation d'événements sont des instruments de cette stratégie de métropolisation (Guillon 2011). Cette convention se forge en regard d'expériences menées par différentes villes frappées par la crise industrielle et urbaine, tels Glasgow ou Bilbao, où la culture s'inscrit dans une action publique transversale de production de la ville (Urbact, Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole *et al.* 2006). Dans un contexte de mise en concurrence des territoires, l'action culturelle est progressivement mise au service du développement économique et de la rénovation physique des villes. Les projets culturels (création d'équipement, organisation de manifestations, réhabilitation du patrimoine, création de cluster créatif, etc.) deviennent des outils des projets urbains ; leur mise en œuvre est justifiée par des objectifs extérieurs au champ culturel : création d'emplois directs et indirects, mise en valeur d'un cadre de vie, développement de l'activité touristique, attractivité territoriale.
- 11 Ainsi, accueillir un grand événement à Lille est perçu par ces acteurs comme un élément décisif pour améliorer l'image internationale de la ville. Après un premier échec en 1997 à la candidature aux Jeux Olympiques de 2004, Lille est sélectionnée en 1998 pour organiser l'événement Capitale Européenne de la Culture en 2004. Cette manifestation permet de déployer l'offre culturelle sur le territoire par la création de nouveaux équipements (les Maisons Folies) et d'accélérer le réaménagement des espaces publics et la réhabilitation du patrimoine industriel (Gravari-Barbas, Jacquot, 2007). L'évènement est perçu comme un succès d'un point de vue touristique et médiatique même si ses effets économiques sur le long terme sont plus mesurés (Werquin, 2006). Ce succès conforte, chez les décideurs locaux, l'idée que la culture peut être appréhendée comme une ressource pour produire l'avantage concurrentiel de la métropole.

L'IMA : vitrine ou alibi culturel du projet urbain de l'Union ?

- 12 Dans ce contexte, l'annonce de l'installation de l'IMA est perçue par les décideurs locaux comme une opportunité pour valoriser leur territoire et contribuer à la visibilité et à l'attractivité du projet urbain de l'Union, présenté comme un quartier culturel et créatif. Le site de l'Union est localisé au nord-est de l'agglomération lilloise, sur les communes de Roubaix, Tourcoing et Wattrelos, secteur de l'agglomération le plus durement touché par la désindustrialisation et, par conséquent, porteur de multiples enjeux. Le projet urbain⁴ a pour ambition d'impulser une nouvelle dynamique économique par l'installation de sièges sociaux de groupes régionaux sur le site, de créer un environnement urbain de qualité par la création d'un parc urbain de 5 hectares et la réhabilitation du patrimoine industriel, et enfin d'attirer de nouveaux résidents par la promotion d'opérations de logements neufs. Le territoire opérationnel de l'Union inclut le secteur de la Plaine Image, pôle des industries créatives et de l'image⁵ situé en zone franche urbaine, et créé par le Conseil Régional. La présence de ces activités, la proximité avec l'école d'arts visuels du Fresnoy et l'organisation régulière de fêtes et festivals dans ce territoire de friches, justifient aux yeux des élus, leur volonté de faire de l'Union un quartier créatif. En ce sens, outre des événements artistiques plus ou moins réguliers, plusieurs projets présentés comme innovants sont promus ou sont en cours d'élaboration à l'Union, notamment le Ceti (Centre de recherche et développement sur les textiles innovants), un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP) et l'Imaginarium, équipement hybride supposé faciliter l'innovation, où sont hébergés un hôtel d'entreprises, un espace de travail collaboratif, des laboratoires de recherche publics, des événements artistiques et professionnels. Ces événements et équipements culturels visent à produire une ambiance urbaine propice aux activités créatives, et à affirmer l'émergence de ce secteur délaissé dans la géographie métropolitaine.
- 13 Dans ce contexte local, où la croyance envers les effets territoriaux de la culture est confortée par des réalisations appréciées, l'antenne de l'IMA est perçue et présentée par les décideurs locaux comme un levier supplémentaire pour favoriser l'animation, la mise en tourisme, le rayonnement national, voire international, du projet urbain de l'Union. Les interventions médiatiques d'un des maires traduisent ces trois points et illustrent la vision des élus sur ce projet.

C'est une implantation très importante, puisque ça veut dire une de plus après le Fresnoy, le CETI et des grands sièges mondiaux comme celui de Kipsta, une implantation supplémentaire qui donnera à ce quartier [l'Union] un rayonnement local, bien sûr, mais aussi national et international (Maire de Tourcoing⁶).

C'est d'abord une formidable reconnaissance pour nous, qui accueillons une grande institution nationale, comme le Lens accueille le Louvre, Metz a accueilli une antenne du centre Pompidou. [...] Cela va permettre de mettre ce grand projet au cœur d'un autre grand projet, celui de L'Union, c'est-à-dire de faire cohabiter des acteurs économiques, des habitants nouveaux, mais aussi des acteurs culturels de grande notoriété (Maire de Tourcoing⁷).

Une croyance à l'épreuve des réalités opérationnelles

- 14 Dans un territoire où les collectivités sont confrontées à de forts enjeux de cohésion sociale et où plusieurs expériences de régénération urbaine par la culture ont été mises en œuvre, l'antenne régionale de l'IMA est ainsi accueillie très positivement par les élus

locaux. Elle devrait, selon eux, favoriser la cohésion sociale et contribuer au rayonnement et à l'attractivité du nord-est de la métropole lilloise. La réputation de l'IMA, acteur culturel de grande notoriété, les conduit à ne pas douter de la qualité et de la richesse de sa programmation (dont ils ne se préoccupent guère). Selon un des maires, lors de l'annonce de l'implantation de l'antenne en 2011, « *le contenu de l'IMA aura une force d'attractivité pour le public* » (cité dans Pagura, 2012). Pourtant, les réalités opérationnelles de l'antenne en révèlent les failles et faiblesses.

Une antenne de taille modeste dans un site en devenir

- 15 L'équipe de l'IMA Nord-Pas de Calais a pendant longtemps été de taille réduite. Le développement du projet a été fait en interne, au sein de la Direction de la Culture du Conseil Régional. Jusqu'à l'inauguration de l'antenne, une seule personne était affectée au projet (la coordinatrice IMA Nord-Pas de Calais). Aujourd'hui, l'équipe s'est un peu renforcée et bénéficie de l'expertise d'un ancien directeur général adjoint de l'IMA Paris, en retraite, qui officie en tant que conseiller spécial au sein de l'antenne.
- 16 L'antenne loue à la Sem un local de 910 m² (dont 600 m² de surfaces d'exposition) en rez-de-chaussée d'une usine textile réhabilitée (le T014) située au cœur de l'Union, dans le secteur de la Tossée, pour un loyer hors charge de 100 euros/m²/an (soit 91 000 euros), dans un secteur où la moyenne des loyers pour des locaux d'activité neufs tourne autour de 125 euros/m²/an. Elle bénéficie de conditions de location inhabituelles : son bail est de courte durée (16 mois, entre le 1^{er} septembre 2012 et le 31 décembre 2013) et son droit de congé avantageux : « *d'un commun accord entre les parties, le preneur aura la faculté de mettre fin au présent contrat avant son terme, cette faculté est ouverte au 31 mars 2013.* » (source : SEMVR, 2012). Dit autrement, l'IMA, qui a rédigé cette convention, s'est donné la possibilité de se désengager et de partir de l'Union rapidement et à moindre frais, six mois après son installation. Ces conditions locatives volontairement précaires font planer un doute sur l'inscription territoriale durable de l'antenne.
- 17 Cette localisation s'explique davantage par une opportunité immobilière (un bâtiment livré qui ne trouve pas preneur) que par une recherche de visibilité et d'accessibilité. L'antenne est installée au cœur de l'Union, au cœur d'une zone en chantier au moment de l'inauguration et pour encore plusieurs années. Ce quasi *no man's land* est éloigné des principaux axes de transports en commun et des circuits touristiques de la métropole lilloise. La station de métro la plus proche est située à plus d'un kilomètre. Cette situation laisse présager pour les promoteurs du projet des « *quelques petits problèmes d'accessibilité* [posés par la localisation de l'antenne] *pour les mois à venir* » (élu du Conseil Régional⁸), et explique, en partie, une fréquentation confidentielle.

Figure 1. L'extérieur de l'antenne, le 06/10/2013.

Photographies de l'auteur

Figure 2. Intérieur de l'antenne, le 06/10/2013.

Photographie de l'auteur

Figure 3. Plans de localisation de la ZAC de l'Union dans la métropole lilloise et dans les communes de Roubaix et Tourcoing en mai 2012. Les zones en chantier sont identifiables par des hachurés grisés. La ligne de métro apparaît en rouge.

Réalisation de l'auteur

Un financement non pérennisé

- 18 Les villes de Roubaix et Tourcoing s'étaient engagées, dans une « déclaration d'intention de coopération » à « associe[r] volonté et moyens, afin d'accueillir [...] une antenne de l'Institut du Monde Arabe »⁹ à la demande Conseil Régional pour qui il est nécessaire « d'activer le partenariat public, en particulier celui de la ville de Tourcoing, de la ville de Roubaix [...] pour solliciter leur participation financière » (Région Nord-Pas de Calais, 2011). Pour l'heure, le soutien des villes ne se traduit pas par un financement direct, assuré uniquement par la Région. Outre une subvention de 70 000 € pour le déménagement et le stockage à l'aéroport de la Médina, le Conseil Régional a affecté 1 500 000 € pour financer la mise en œuvre de l'antenne en 2012 et 2013. Celui-ci prévoit d'affecter de nouveau 300 000 € pour le fonctionnement de l'antenne en 2014 et 150 000 € en 2015.
- 19 Les villes participent indirectement à son fonctionnement par la mise à disposition de leurs équipements culturels lors de concerts ou débats animés par l'antenne de l'IMA. Quant à la Communauté Urbaine, elle a jusqu'alors refusé de s'impliquer dans ce projet en raison de tensions et rivalités institutionnelles et personnelles. La position ambiguë des partenaires locaux, soutenant ce projet sans le financer, menace l'ancrage de l'antenne de l'IMA à Tourcoing.

Un projet culturel défini au fil de l'eau

- 20 L'antenne de l'IMA Nord-Pas de Calais est née sans programme culturel, comme l'évoque plusieurs des personnes interrogées : « à l'origine, il n'y pas de projet culturel, il est en cours de formation »¹⁰. Il a été progressivement dessiné autour de trois volets, mais reste relativement flou. Le premier axe est la dispense de cours de langue et de civilisation arabe. Le second est la mise en place d'expositions pédagogiques. Le dernier est le développement d'actions partenariales c'est-à-dire l'organisation de concerts et de conférences dans les institutions culturelles de la Région. Dit autrement, l'IMA (et ses locaux exigus) organise et produit l'essentiel de ses événements hors les murs ou « labélise » les activités d'institutions locales. Ces partenariats sont l'opportunité de s'inscrire localement par des coopérations ponctuelles avec d'autres acteurs culturels de la métropole lilloise et de la région.
- 21 Après deux années d'ouverture la fréquentation de l'antenne, en raison de sa localisation, d'une couverture médiatique limitée, et d'une programmation essentiellement hors les murs, s'avère très faible. En 2013, 8700 personnes avaient visité l'IMA (IMA, 2013). Les deux principales expositions, *Quantara* et *l'Age d'or des civilisations arabes*, ont respectivement comptabilisé 1567 et 1604 entrées, soit une moyenne d'à peine vingt personnes par jour, en incluant les scolaires.

L'antenne de l'IMA et les pratiques d'instrumentalisation de la culture : une idéologie à l'épreuve

- 22 Le Louvre-Lens, pour des raisons qui tiennent autant à des dispositifs organisationnels et communicationnels que culturels, pourrait réussir, si ce n'est à provoquer le développement économique et urbain escompté, du moins à sauver les apparences du succès populaire par sa fréquentation. Par contre, l'antenne de l'IMA, coquille vide, à l'organisation chancelante et au budget inexistant, risque fort de faire rapidement les frais d'un désintérêt et désengagement politique. Projet hybride, aux contours flous, l'antenne a été saisie et appropriée par les acteurs locaux, chacun projetant ses propres fantasmes sur cet équipement. A l'instar de l'emblématique Guggenheim à Bilbao, la création d'antennes d'équipements culturels réputés, comme le Louvre et de l'IMA, résulte davantage d'initiatives portées par les collectivités locales qui cherchent à tirer profit d'une réputation déjà installée que d'une volonté des établissements eux-mêmes (Vivant, 2011). La teneur du projet culturel de l'IMA n'a pas été un objet de préoccupation des acteurs locaux, (r-)assurés par sa réputation. Mais la réputation autorise-t-elle à faire l'économie d'une réflexion programmatique, voire politique ? Quel est le sens de la création de telles antennes ? Quels intérêts satisfont-elles ? Comment s'articulent-elles aux politiques culturelles existantes ? Autant de questions auxquelles les acteurs de la production urbaine semblent ne plus prendre le temps de réfléchir, éblouis par quelques succès médiatisés.
- 23 Alors que les expériences pionnières de régénération urbaine par la culture s'appuyaient sur des projets culturels réels et parfois ambitieux, l'antenne régionale de l'IMA apparaît comme « un objet culturel non identifié, un lieu froid, sans âme » (Lemery, 2013) certes

bénéficiant d'un label reconnu, mais au programme culturel flou, mis au service d'un projet urbain en proie à des difficultés qui se traduisent par l'évolution des programmes immobiliers et la faiblesse des prix de charges foncières proposés. Comme souvent dans ces grandes opérations urbaines, les premiers programmes livrés sont le fait d'investisseurs publics (le Ceti, le siège d'un bailleur social public). Malgré l'arrivée programmée de sièges sociaux de groupes privés, le quartier connaît des difficultés de commercialisation. Les locaux d'activité autour de l'IMA trouvent difficilement preneur et sont cédés à des prix inférieurs à ceux pratiqués dans les centres-villes de Roubaix et Tourcoing. Au regard de ces éléments, l'antenne de l'IMA reflète ce que l'on pourrait appeler une instrumentalisation de la culture au sein des projets urbains. Les réalités opérationnelles (fragilité financière, localisation, taille, structure juridique, projet culturel) relativisent les discours optimistes sur les effets attendus d'un tel équipement sur la dynamique urbaine d'un site en cours de requalification. Ce projet révèle les dimensions idéologiques de ces pratiques au sens où les acteurs ne questionnent plus ni la pertinence ni les conditions de réalisation, ni les programmes culturels ni les significations politiques de cette prophétie dont les effets, en termes de redéveloppement urbain et économique, sont tenus pour acquis.

BIBLIOGRAPHIE

- ALIENI O. (2007), *Le rôle de l'économie sociale dans les dynamiques socio-économiques locales. Construction d'un modèle d'analyse et comparaison intra-européenne*, Thèse en sciences économiques, Université des sciences et technologies de Lille, Dir. F. Moulaert.
- BOULET V. (2009), « Le CCMA, en passe de devenir le premier « petit frère » de l'Institut du Monde Arabe », *La Voix du Nord*, 29 juin 2009.
- DAVID M., DURIEZ B., LEFEBVRE R., VOIX G., (2006), *Roubaix: cinquante ans de transformations urbaines et de mutations sociales*, Les presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq.
- DEFFRENNES G. (2009), « Une antenne de l'Institut du Monde Arabe à Roubaix ? », *Le Monde*, 17 octobre 2009.
- DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AMÉNAGEMENT, DU LOGEMENT ET DE LA NATURE (2011), *EcoQuartier Union, Villes de Roubaix, Tourcoing, Wattrelos*, Palmarès EcoQuartier 2009, Projet Avenir.
- GRAVARI-BARBAS M. (2013), *Aménager la ville par la culture et le tourisme*, collection Ville et Aménagement, éditions le Moniteur.
- GRAVARI-BARBAS M., JACQUOT S. (2007), « L'événement, outil de légitimation de projets urbains: l'instrumentalisation des espaces et des temporalités événementiels à Lille et Gênes », *Géocarrefour*, 82, 3, pp. 153-163.
- GUILLON V. (2011), *Mondes de coopération et gouvernance culturelle dans les villes Une comparaison des recompositions de l'action publique culturelle à Lille, Lyon, Saint-Étienne et Montréal*, Thèse de doctorat en Science Politique, Université de Grenoble. Dir. G. Saez.

INSTITUT DU MONDE ARABE (2013), *Institut du Monde Arabe, deux ans d'implantation en Nord-Pas de Calais*, présentation.

LEMERY B. (2013), « CCMA-IMA: à quand un rapprochement? » *Nord Eclair*, 15 mai 2013.

LUSSO B. (2009), « Les musées, un outil efficace de régénération urbaine ? Les exemples de Mons (Belgique), Essen (Allemagne) et Manchester (Royaume-Uni) », *Cybergeo : European Journal of Geography, Espace, Société, Territoire*, article 436.

PAGURA M. (2012), « L'Union booste son développement par la culture », *Métro France*, 20 novembre 2012.

PARIS D., MONS D. (2008), *Lille Métropole, laboratoire du renouveau urbain, Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines (POPSU)*, Editions Parenthèses, collection « La ville en train de se faire », Marseille.

RÉGION NORD-PAS DE CALAIS (2010), *Partenariat entre l'Institut du Monde Arabe et la Région Nord-Pas de Calais*, délibération n°20100922 du Conseil Régional du 28 juin 2010.

RÉGION NORD-PAS DE CALAIS (2011), *Programme de préfiguration de l'installation de l'antenne de l'Institut du Monde Arabe en Région Nord-Pas de Calais*, délibération n°20110918 du Conseil Régional du 9 mai 2011.

RÉGION NORD-PAS DE CALAIS (2013), *Projet d'actualisation du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire*.

SEMVR (2012), *Bail – par la Sem Ville Renouvelée au profit de l'institut du monde Arabe*.

STEVENS J-F. (2004), « La métropolisation ou l'intelligence du déséquilibre. L'exemple lillois », in DOLEZ B., PARIS D., *Métropoles en construction, Territoires, politiques et processus*, Paris, L'Harmattan, pp. 39-54.

URBACT, AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ET D'URBANISME DE LILLE MÉTROPOLE et al. (2006), *Culture et régénération urbaine: activités culturelles et industries créatives, moteurs du renouvellement urbain* (6 volumes), Lille, Urbact, Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole.

VILLE DE ROUBAIX (2007), *Projet culturel du Centre culturel du monde arabe*, délibération n°0028 du Conseil Municipal du 21 février 2007.

VILLE DE ROUBAIX (2009), *Centre culturel du monde arabe – convention d'objectifs*, délibération n° 0315 du Conseil Municipal du 15 octobre 2009.

VIVANT E. (2011), « Who Brands Whom? The Role of Local Authorities in the Branching of Art Museums », *Town Planning Review*, 82, 1, pp. 99-115.

WERQUIN T. (2006), *Impact de l'infrastructure culturelle sur le développement économique local : Elaboration d'une méthode d'évaluation ex-post et application à Lille 2004 Capitale Européenne de la Culture*, Thèse en Science Economiques, Université des Sciences et Technologies de Lille, Dir. F. Moulaert.

NOTES

1. La direction de l'IMA Paris n'a pas donné suite à nos nombreuses sollicitations, révélant, par défaut, sa faible implication dans ce projet, porté par une équipe restreinte au sein du Conseil Régional.

2. La Région Nord-Pas de Calais a subi les effets de la désindustrialisation sur l'ensemble de son territoire. Si l'agglomération lilloise parvient, tant bien que mal, à transformer son tissu

économique et à retrouver un certain dynamisme économique, cela ne doit pas se faire, selon le Conseil Régional, au détriment d'autres territoires, en particulier le Bassin Minier dont la transition demeure incertaine. Pour le président du Conseil Régional, originaire du Bassin Minier, il s'agit aussi d'affirmer son existence politique face à l'envergure nationale de Lille et de sa Maire. C'est dans ce contexte que se comprend la politique d'aménagement polycentrique de la Région.

3. La notion de métropolisation renvoie ici à un double niveau : le dépassement des logiques communales de l'agglomération lilloise (la constitution de communauté urbaine Lille Métropole comme acteur collectif) et une logique de projection vers l'international.

4. Ce projet urbain de 80 hectares, porté par la Communauté Urbaine et les communes à hauteur de 127 millions euros d'investissement, est mis en œuvre par la Sem Ville Renouvelée (Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature, 2011).

5. 75 entreprises et 1150 travailleurs seraient présents sur la Plaine Image (source : <http://www.lunion.org>).

6. Interviewé par Grand Lille TV le 7 août 2010 « L'institut du monde arabe s'installe à Tourcoing » http://www.dailymotion.com/video/xf469w_l-institut-du-monde-arabe-s-install_creation?start=50#.UdAhxztmh8E (consulté le 30 juin 2013).

7. Interviewé par Grand Lille TV le 12 mai 2011 « L'institut du monde arabe s'installe à Tourcoing » http://www.dailymotion.com/video/xio2r7_l-institut-du-monde-arabe-s-installe-a-tourcoing_news#.UdAfMDtmh8E (consulté le 30 juin 2013).

8. Au cours de la réunion du 9 mai 2011 de la Commission permanente du Conseil Régional. Région Nord-Pas de Calais, http://www.nordpasdecals.fr/jcms/c_11148/zapping-videos/interventions-du-president-percheron-a-l-issue-de-la-commission-permanente-du-9-mai-2011 (consulté le 11/06/2013).

9. Région Nord-Pas de Calais, « Déclaration d'intention de coopérer à la mise en œuvre d'une phase de préfiguration de l'antenne de l'Institut du Monde Arabe en Région Nord-Pas de Calais », document joint à la délibération n° 20111521 du Conseil Régional Nord-Pas de Calais.

10. Entretien avec un consultant, en charge de la définition du projet de gouvernance de l'antenne régionale de l'IMA, le 17/06/2012.

RÉSUMÉS

L'ouverture d'une antenne de l'Institut du Monde Arabe à Tourcoing semble, à première vue, reprendre des schémas déjà éprouvés d'instrumentalisation d'équipements culturels dans des projets urbains : une antenne d'un établissement parisien prestigieux ; au cœur d'une opération urbaine d'envergure visant à transformer une friche industrielle en éco-quartier créatif ; dans une métropole qui a déjà expérimenté avec succès la mobilisation de la culture dans son projet métropolitain ; porté et financé par la Région Nord-Pas de Calais, instigatrice de la venue du Louvre à Lens. Pourtant, le site d'installation est modeste, au rez-de-chaussée d'un hôtel d'entreprise, au cœur d'une zone en chantier, et avec un statut juridique fragile, menaçant sa pérennité. L'essentiel de sa programmation culturelle se déroule hors les murs. L'enquête révèle que ce projet est porteur d'enjeux d'une toute autre nature. Elle met en évidence les dimensions idéologiques des pratiques d'instrumentalisation de la culture par les acteurs de la production urbaine qui ne questionnent plus ni la pertinence ni les conditions de réalisation, ni les

programmes culturels ni les significations politiques de cette idéologie, dont les effets, en termes de redéveloppement urbain et économiques, sont tenus pour acquis.

The opening of a branch of the Institute of the Arab World in Tourcoing seems to reproduce proven patterns of culture-led urban regeneration: the branch of the prestigious Parisian institution, located in the heart of a large-scale urban regeneration project, aims at transforming a former industrial site into a creative eco-district, in a city that has already successfully experienced the mobilization of culture in its metropolitan project (Lille). The project is supported and financed by the Region of Nord-Pas de Calais which also enabled the establishment of the Louvre Museum in Lens. Nevertheless, the IMA's space is small-size, located on the ground floor of a corporate hotel, on a construction site, and has a weak legal status threatening its future. Most of its cultural program takes place in other cultural places. The study shows that this project involves issues of other nature. It highlights the ideological dimension of cultural-led regeneration where the actors involved in urban production don't question anymore the means, the relevance, or the cultural aspect of the project whose effects for urban and economic development are expected without any doubt.

INDEX

Mots-clés : projet urbain, équipement culturel, Institut du Monde Arabe, friche industrielle, Tourcoing, Roubaix

Keywords : urban regeneration, urban project, cultural place, Nord-Pas de Calais, Institute of the Arab World

AUTEURS

MICKAEL GRELET

Institut Français d'Urbanisme, Université Paris Est Marne la Vallée, greletmickael@gmail.com

ELSA VIVANT

Latts, Université Paris Est Marne la Vallée, elsa.vivant@univ-paris-est.fr